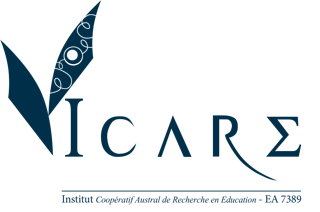
**** 

**Colloque international**

**Vers une société inclusive : diversités de formations et de pratiques innovantes**

***Appel à communication***

*Université de La Réunion, Equipe Icare, ESPE, 22-23-24 octobre 2018*

*« Lorsqu’un concept paraît et se diffuse, il est, nous le savons, naturellement sujet à débat. Ni sa signification ni sa valeur ne sont gravées dans le marbre. Il en est donc ainsi de celui de société inclusive, aux multiples déclinaisons : on parle d’éducation, d’école, et de lieux professionnels inclusifs ; on souhaite des pratiques culturelles, artistiques, sportives ou touristiques inclusives ; on désire des politiques, des législations, des structures et des dispositifs inclusifs ; on aspire à un environnement inclusif ; on espère un développement inclusif et, plus globalement, une culture inclusive »* (Gardou, 2014, p. 12).

Le concept de société inclusive s’inscrit dans une longue tradition de revendications, notamment celle liée au droit à l’éducation pour tous et définir « l’éducation inclusive », est loin d’être aisé. Il n’existe pas de consensus universel sur sa définition. Au niveau politique (international, national, régional), l’éducation inclusive suppose des gouvernements qu’ils assument la responsabilité et l’éducation de tous les enfants, indépendamment de leurs besoins. Les conceptions plus ambitieuses de l’inclusion sont en général ancrées dans une approche fondée sur les droits de l’homme qui vise à autonomiser les apprenants, prôner la diversité et lutter contre la discrimination. Dans cette perspective (à l’échelle d’un établissement, au niveau des discours et des pratiques), la démarche inclusive s’intéresse à tous les acteurs de l’école (enfants, parents, éducateurs, environnement communautaire) et au soutien dont tous ont besoin pour être en situation de participer pleinement socialement et d’apprendre (Rousseau, 2015 ; Prud’homme, Vienneau, Ramel & Rousseau, 2011). L’inclusion, reposant sur cette volonté d’équité et d’universalité, ne concerne donc pas spécifiquement les élèves ayant des « besoins éducatifs particuliers » (Booth & Ainscow, 2002). La focale n’est pas mise sur les solutions à trouver pour que la personne dite différente (du fait de sa langue, sa culture, sa problématique physiologique ou cognitive, etc.) s’insère à la norme pré-établie. En revanche, une vision inclusive prône des ajustements multiples, différenciés et sans cesse à renouveler par chaque membre de la communauté afin d’améliorer la participation sociale de tous, en agissant sur les conditions de l’environnement.

Dans la perspective que nous soutenons, est innovant ce qui permet de soutenir l’inclusion. Les pratiques inclusives supposent une relation étroite avec l’idée de diversité en éducation (Prud’homme, 2007 ; Prud’homme, Vienneau, Ramel & Rousseau, 2011), elles prennent appui sur les expériences déjà vécues pour aborder les situations nouvelles proposées dans et hors la classe. Le processus d’inclusion envisagé alors selon un modèle de développement humain en contextes (que l’on oppose classiquement au « modèle médical ») questionne à la fois les pratiques quotidiennes et les identités professionnelles des acteurs de l’école (enseignants, élèves, parents, associations, inspecteurs, conseillers pédagogiques, directeurs, personnels d’encadrement, personnels de soin, etc.) et peut conduire à des réorganisations importantes aussi bien au niveau des pédagogies utilisées (dites universelles :; Rose & Meyer, 2002 ; Bergeron, Rousseau & Leclerc, 2011) qu’à celui des modèles de service proposés au sein de l’institution concernée (Trépanier & Paré, 2010). Les enjeux d’une école inclusive conduisent les professionnel-le-s à réfléchir ensemble à la flexibilité des environnements et des organisations (Rousseau, Point, Desmarais & Vienneau, 2017). En outre, une attention particulière est apportée à la prise en compte des réalités langagières dans des contextes éducatifs qualifiés de « sensibles » (Tupin & Wharton, 2016). Ainsi, les professionnel-le-s sont-ils amenés à appréhender leurs métiers de manières différentes, en intensifiant échanges et collaborations en vue de favoriser les apprentissages de tous les élèves, le travail collectif devenant alors un outil au service d’une école inclusive (Thomazet et Mérini, 2014).

En questionnant les variations et stabilités des formations et des pratiques inclusives, les contributions de chercheurs issus de différents horizons apporteront des éclairages selon trois angles :

Axe 1. Pratiques collaboratives : quels défis pour un collectif qui soutient l’inclusion ?

Axe 2. Pratiques pédagogiques : quelles conditions pour mieux apprendre ?

Axe 3. Pratiques langagières au service de l’inclusion : quels dispositifs de formation pour les acteurs de l’École ?

Chacune des contributions ainsi que les sessions d’ateliers devraient permettre d’enrichir le débat sur le construit d’inclusion, d’en trouver des dénominateurs communs et des lignes de fracture. Les chercheurs issus de champs disciplinaires différents, associés aux collectifs inter-métiers impliqués dans des projets qui soutiennent les pratiques inclusives, se nourriront de ces éclairages lors d’ateliers créatifs prévus en après-midis et devraient aboutir à de nouveaux projets d’action sur le territoire réunionnais et à Mayotte.

Ce colloque international a donc pour ambition de :

- participer à la clarification du concept d’inclusion en inscrivant la réflexion dans un contexte de diversité linguistique et culturelle (La Réunion et Mayotte) ;

- apporter des analyses / éclairages scientifiques sur des pratiques inclusives diverses ;

- promouvoir une société inclusive en ciblant des pistes d’intervention dans et hors l’école et en co-construisant des projets d’action à mettre en œuvre dans une démarche de recherche-intervention ;

- promouvoir une société inclusive en suscitant la réflexion sur la conception, la mise en œuvre et l’évaluation de formations inter-métiers et en contextes ;

- contribuer à une meilleure visibilité des partenaires susceptibles de promouvoir une société inclusive à La Réunion et développer des collectifs de travail pour une éducation inclusive.

**Public attendu :**

* universitaires ;
* professionnels de différents secteurs : éducatif, social, scolaire, santé, politique ;
* acteurs de la communauté éducative : enseignants, parents, personnels d’encadrement…;
* membres de réseaux associatifs ;
* étudiants, doctorants, jeunes chercheurs ;
* membres de la société civile.

**Lieu du colloque :**

Université de La Réunion

Campus du Tampon  
117 rue Général Ailleret, Trois Mares  
97430 Tampon

La Réunion

**Calendrier :**

Lancement de l’appel à communication : 20 décembre 2017

Clôture des soumissions des propositions : **20 février 2018** (avant minuit, fuseau horaire de La Réunion)

Retour du comité scientifique aux auteur-e-s : 30 mars 2018

Deux modalités de contribution sont proposées : 1. Communication orale ; 2. Poster.

**Format des propositions**

Chaque proposition comprendra :

- un titre ;

- une brève présentation du ou des auteur-e-s ;

- une présentation de la problématique et du lien explicite à l'un des 3 axes avec des indications sur les données empiriques (méthodes d'analyse, résultats) et 3 à 4 références bibliographiques ;

- l’ensemble (problématique, méthodologie, résultats, bibliographie…) est limité à 2000 signes (espaces compris) ;

- 4 ou 5 mots-clés.

**Format des communications orales**

Une communication est présentée par un-e ou plusieurs auteur-e-s. Elle comprend 20 minutes de présentation et 10 minutes de discussion. La proposition de communication doit s’inscrire explicitement dans un des axes du colloque.

**Format des posters**

L’objectif de la communication par poster est de promouvoir les travaux de recherche des étudiant-e-s inscrits en master MEEF, des doctorant-e-s et des jeunes chercheur-e-s. Les auteur-e-s devront indiquer dans leur poster l’axe du colloque retenu.

Les auteur-e-s devront impérativement privilégier la lisibilité du poster en termes de polices et d’images utilisées pour une accessibilité à tous.

- Format du poster final : A0 Format de soumission : A3

- Orientation portrait

- Police :

* Choix d’une police (police accessible DfA, mise à disposition sous une licence libre ; 1 à 2 polices pour l’ensemble du document)
* Taille de police Texte : ≥ 30
* Taille de police Sous-titres : ≥ 40
* Taille de police Titre : ≥ 64

- Laisser un espace de 10 cm dans la marge supérieure, pour le bandeau

- Définition des images 150-300 dpi

- Fond uni (pas d’image en sous-impression)

Organisation du poster

· TITRE

· Objectifs

. Cadre théorique

· Méthodologie

· Résultats

· Conclusion

. Perspectives

· Contact (Nom-Prénom-email de l’auteur-e, Laboratoire / Directeur du mémoire, de thèse)

Le comité scientifique du colloque évaluera l’ensemble des propositions reçues (communications orales et posters). Une notification d’acceptation, de demande de précisions, de modifications ou de refus sera adressée à chaque auteur-e.

Toutes les propositions sont à déposer sur sciences.conf.org : <https://vsi.sciencesconf.org/>

Les conférenciers invités :

Céline CHATENOUD, professeure titulaire à l’Université du Québec à Montréal (UQÀM, Canada) et membre de la Chaire de recherche sur les identités professionnelles en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CIIPRO).

Delphine ODIER-GUEDJ, professeure titulaire, responsable de l’équipe de recherche du Centre d'Études et de Recherche pour Favoriser l'Apprentissage (CERFA) à l’UQÀM (Canada).

Corinne MÉRINI, maîtresse de conférences honoraire, membre du laboratoire ACTé de l’Ecole Supérieure du Professorat et de l’Éducation Clermont-Auvergne (Université Blaise Pascal, France).

Thierry PHILIPPOT, maître de conférences en sciences de l’éducation et membre du Centre d’Etudes et de Recherches sur les Emplois et les Professionnalisations (Cérep) à l’Université de Reims Champagne Ardenne (France).

Serge THOMAZET, maître de conférences en sciences de l’éducation, membre du laboratoire ACTé de l’Ecole Supérieure du Professorat et de l’Éducation Clermont-Auvergne (Université Blaise Pascal).

Comité scientifique :

Driss ALAOUI, professeur des Universités, ESPE / Université de La Réunion, Institut coopératif austral de recherche en éducation, I*care* - EA 7389

Maryvette BALCOU-DEBUSSCHE, professeure des Universités, ESPE / Université de La Réunion, I*care* - EA 7389

Hervé BENOIT, INS HEA de Suresnes, Université Paris Lumière, Groupe de recherche sur le handicap, l’accessibilité et les pratiques éducatives et scolaires (Grhapes) – EA 7287

Céline CHATENOUD, professeure titulaire, Université du Québec à Montréal (UQÀM), Centre d'études et de recherche pour favoriser l'apprentissage (Cerfa)

Charles GARDOU, professeur des Universités, Université Lumière Lyon 2, Laboratoire Education, Cultures, Politiques - EA 4571

Corinne MÉRINI, maîtresse de conférences honoraire, ESPE / Université Clermont-Auvergne, Laboratoire ACTé (Activité, Connaissance, Transmission, éducation) -EA 4281

Daniel NICLOT, professeur Émérite, Université de Reims Champagne Ardenne, Centre d’Etudes et de Recherches sur les Emplois et les Professionnalisations (Cérep) - EA 4692

Delphine ODIER-GUEDJ, professeure titulaire, responsable du Laboratoire d'analyses interactionnelles, Université du Québec à Montréal (UQÀM), Cerfa

Christian OLLIVIER, professeur des Universités, ESPE / Université de La Réunion, Institut coopératif austral de recherche en éducation,I*care* - EA 7389

Liliane PELLETIER, maîtresse de conférences, ESPE / Université de La Réunion, Institut coopératif austral de recherche en éducation, I*care* - EA 7389, porteuse du projet de recherche “Vers une société inclusive”

Thierry PHILIPPOT, maître de conférences, Université de Reims Champagne Ardenne, Centre d’Etudes et de Recherches sur les Emplois et les Professionnalisations (Cérep) - EA 4692

Serge THOMAZET, maître de conférences, ESPE / Université Clermont-Auvergne, Laboratoire ACTé (Activité, Connaissance, Transmission, éducation) -EA 4281

Nathalie TREPANIER, professeure titulaire, Université de Montréal, Laboratoire international sur l’inclusion scolaire (LISIS)

Frédéric TUPIN, professeur des Universités, ESPE / Université de La Réunion, Institut coopératif austral de recherche en éducation, I*care* - EA 7389

Comité organisateur :

Marie-Laure BARDY, M2 MEEF Recherche, ESPE /Université de La Réunion

Thierry GAILLAT, MCF 7ème section, I*care* (EA 7389), Université de La Réunion

Jacques KERNEIS, MCF 70ème section, I*care* (EA 7389), Centre Universitaire de Formation de Mayotte (CUFR)

Cécile PEDRO, M2 MEEF Recherche, ESPE / Université de La Réunion

Liliane PELLETIER, MCF 70ème section, I*care* (EA 7389), ESPE /Université de La Réunion

Christian PETIT, docteur, 16ème- 70ème sections, chercheur associé I*care* (EA 7389), Université de La Réunion

Flavie PLANTE - docteure, 71ème section, chercheuse associée I*care* (EA 73 89), Université de La Réunion et mission de recherche à l’École des Métiers d'Accompagnement de la Personne (EMAP)

Maryvonne PRIOLET, MCF 70ème section, I*care* (EA 7389), CUFR de Mayotte

Aurore SALVAN, M1 MEEF Recherche, ESPE /Université de La Réunion

Michaël VAUTHIER, MCF 16ème section, I*care* (EA 7389), ESPE /Université de La Réunion

Pour plus de renseignements : <http://icare.univ-reunion.fr/>